

RAPPORT ANNUEL 95

Des violations massives des droits de l'homme ont marqué l'année 1994

Index AI: POL 10/05/95

Embargo : 6 juillet 1995 à 06 h 00 GMT

« Le génocide qu'a connu le Rwanda l'année dernière a été l'exemple le plus dramatique de l'évolution des violations des droits de l'homme dans le monde : multiplication des massacres, des "disparitions" et des actes de torture dans des pays déchirés par des conflits armés et où les gouvernements n'ont plus aucune autorité », a déclaré aujourd'hui Amnesty International à l'occasion de la parution de son rapport annuel 95.

« Les cas décrits par Amnesty International dans ce rapport montrent que les violations des droits de l'homme, commises de manière massive et flagrante en 1994, n'ont plus seulement lieu dans les prisons, mais de plus en plus souvent en pleine rue », a fait observer le secrétaire général de l'Organisation, Pierre Sanz.

Dans son rapport annuel, qui couvre les événements survenus au cours de l'année civile 94 dans 151 pays, Amnesty International dénonce ces atteintes aux droits de l'homme dans toutes les régions du monde, en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, au Pérou ou en Sierra Leone, pour ne citer que quelques exemples. De plus en plus souvent, elles sont commises en toute impunité : rares sont celles qui font l'objet d'une enquête et rares sont les responsables qui sont traduits en justice.

« Ce que nous voulons, c'est créer un climat où l'impunité ne sera plus la règle, où les auteurs de violations seront traduits en justice, où les victimes à qui l'on a volé leur dignité se verront accorder réparation », déclare Pierre Sanz.

Dans l'introduction de son rapport annuel, l'Organisation dénonce également l'ampleur de la répression dont continuent d'être victimes les femmes. Alors que se prépare la Conférence mondiale sur les femmes, organisée pour la première fois depuis dix ans par les Nations unies et qui se tiendra à Beijing en septembre prochain, Amnesty International appelle les gouvernements à réitérer leur engagement en faveur des femmes, afin qu'elles jouissent pleinement de tous leurs droits fondamentaux, et à prendre des mesures concrètes pour protéger leurs droits.

Principaux motifs de préoccupation d'Amnesty International dans le monde entier

- Des prisonniers d'opinion étaient détenus dans au moins 78 pays.
- Des détenus politiques ou de droit commun ont été torturés ou maltraités dans 120 pays, et sont morts des suites de ces sévices dans 34 pays.
- Des agents de l'État se sont ou se seraient rendus responsables d'exécutions extrajudiciaires dans 54 pays, et des "disparitions" ont été signalées dans 29 pays.
- Des exécutions ont eu lieu dans 33 pays et des condamnés à mort attendaient d'être exécutés dans 57 pays.
- Des groupes armés d'opposition ont commis des exactions, notamment des actes de torture, des prises d'otages et des homicides délibérés et arbitraires, dans au moins 36 pays.

Principaux motifs de préoccupation dans chaque région du monde

AFRIQUE

Sur tout le continent africain, les assassinats politiques commis par les gouvernements et les groupes armés d'opposition dans le cadre de conflits armés ont continué de faire des centaines de milliers de morts. Au Rwanda, le génocide dont a été victime la minorité tutsi et les massacres perpétrés contre les Hutu ont coûté la vie à plus d'un demi-million de personnes. Parmi les survivants, plus d'un million ont fui le pays. Dans le Burundi voisin, les forces de sécurité et les bandes armées de civils ont massacré des milliers de personnes pour des motifs politiques ou en raison de leur appartenance ethnique. Des meurtres ont continué d'être signalés en 1995 alors que le pays semblait dans une anarchie presque totale.

Le conflit armé s'est poursuivi en Sierra Leone, où il devenait de plus en plus difficile de faire la distinction entre l'armée régulière et les forces rebelles. Les soldats torturaient, maltraièrent et exécutaient sommairement des rebelles faits prisonniers ou des personnes soupçonnées de faire partie de la guérilla, tandis que les rebelles tuaient et enlevaient des civils non armés, sans épargner les femmes et les enfants. En Afrique du Sud, les actes de violence politique ont diminué après les premières élections multiraciales jamais organisées dans le pays. Toutefois, à la fin de l'année, la liste des victimes d'assassinats politiques s'est considérablement allongée dans le KwaZulu-Natal (ancienne province du Natal) : au moins 75 personnes ont été tuées en décembre avec la complicité présumée de la police.

AFRIQUE DU NORD/MOYEN-ORIENT

Des assassinats politiques ont continué d'être signalés dans quelques pays de la région. Arrestations arbitraires, procès inéquitables et incarcération de prisonniers d'opinion étaient par ailleurs des pratiques très répandues.

En Algérie, la population civile a souvent payé un lourd tribut aux attaques armées et aux affrontements auxquels continuaient de se livrer les forces de sécurité et les groupes se définissant comme des "groupes armés islamistes" : les violences ont fait des milliers de morts et de blessés, et des centaines de civils ont été exécutés de manière extrajudiciaire par les forces de sécurité ou ont été tués de manière arbitraire et délibérée par les groupes armés. En Israël et dans les Territoires occupés, plus de 6 000 Palestiniens ont été détenus pour des motifs de sécurité par les autorités israéliennes, et au moins 82 ont été abattus par les forces israéliennes, parfois dans des circonstances portant à croire qu'ils avaient peut-être été victimes d'exécutions illégales ou extrajudiciaires. Dans les territoires relevant de l'Autorité palestinienne, des centaines de Palestiniens ont été détenus par les forces de sécurité palestiniennes à la suite d'une vague d'arrestations à caractère politique.

À Bahreïn, au moins 50 prisonniers politiques, parmi lesquels des prisonniers d'opinion probables, ont continué de purger de longues peines d'emprisonnement qui leur avaient été infligées à l'issue de procès inéquitables. Les arrestations de manifestants, qui ont commencé en décembre 1994, se sont multipliées début 1995. Des informations non confirmées ont indiqué que des milliers de personnes avaient été placées en détention et qu'un certain nombre avaient été condamnées à l'issue de procès iniques devant la Cour de sûreté de l'État. Des dizaines d'avocats et un certain nombre de journalistes détenus en Égypte étaient également des prisonniers d'opinion, et des milliers de membres ou de sympathisants présumés de groupes islamistes interdits étaient maintenus en détention administrative en vertu de la législation d'exception en vigueur depuis 1981.

AMÉRIQUES

Les exécutions extrajudiciaires se sont poursuivies, rendant la situation des droits de l'homme préoccupante dans la moitié des pays de la région, notamment au Guatemala, où leur nombre a considérablement augmenté par rapport à 1993. Des défenseurs des droits de l'homme, des militants de communautés indigènes, des opposants présumés, des syndicalistes et des journalistes comptaient parmi les victimes, dont le nombre s'élevait à près de 300. En Colombie, plus d'un millier d'exécutions extrajudiciaires ont été imputées aux forces armées ou aux groupes paramilitaires opérant avec leur soutien ; en outre, 140 personnes auraient "disparu".

Le recours généralisé à la torture et aux mauvais traitements dans la région était flagrant au Mexique, en particulier lors du soulèvement dans l'État du Chiapas (sud du pays). Des centaines de personnes, pour la plupart des Indiens, ont fait l'objet d'arrestations arbitraires pendant de courtes périodes ; nombre d'entre elles ont été torturées ou maltraitées avant d'être relâchées sans inculpation. Les mêmes traitements ont été infligés aux détenus lorsque les tensions ont de nouveau éclaté au début de 1995.

Aux États-Unis – l'un des rares pays de la région à ne pas avoir aboli la peine de mort –, 31 personnes ont été exécutées pendant l'année. Le nombre de condamnés à mort en instance d'exécution était plus élevé qu'en 1993, à savoir près de 3 000 prisonniers.

ASIE/PACIFIQUE

Dans plus d'une dizaine de pays de la région, des prisonniers d'opinion, souvent arrêtés à la suite de manifestations pacifiques ou en raison de leurs convictions politiques ou religieuses, étaient toujours incarcérés. En Indonésie et au Timor oriental, des centaines de personnes ont ainsi été arrêtées et détenues brièvement, sans inculpation ni jugement, à l'issue de manifestations pacifiques organisées au Timor oriental à l'occasion du Sommet de l'APÉC (Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique), qui s'est tenu à Djakarta en novembre. Au Pakistan, plus d'une centaine de prisonniers d'opinion ont été inculpés de délits à caractère religieux, et notamment de blasphème, pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté de religion. Malgré les réformes annoncées par le gouvernement pour lutter contre l'utilisation abusive des lois sur le blasphème, aucune mesure n'a été prise en ce sens.

En Chine, des milliers de prisonniers politiques et de prisonniers d'opinion arrêtés au cours des années précédentes ont été maintenus en détention. De plus, Amnesty International a découvert l'existence de plusieurs centaines d'autres prisonniers politiques. À l'instar des années passées, le pays a continué de procéder à de très nombreuses exécutions : 1 791 personnes, au moins, ont été exécutées en 1994. La guerre civile qui continue de déchirer l'Afghanistan a fait des milliers de morts, et des centaines de civils non armés ont été tués délibérément par des membres des factions en guerre qui les soupçonnaient de soutenir des groupes armés rivaux.

EUROPE

Des assassinats politiques et d'autres violations des droits de l'homme ont été perpétrés dans le cadre des conflits armés que connaissait la région, notamment en Bosnie-Herzégovine. Des centaines d'homicides arbitraires et délibérés ont été signalés, pour la plupart imputables aux forces serbes de Bosnie, et des centaines de prisonniers d'opinion ont été détenus par les parties au conflit. Des personnes ont également "disparu", ont vu leur maison bombardée ou mitraillée, ou ont

été attaquées à leur domicile.

En décembre, les troupes russes ont lancé une offensive sur la République tchétchène, qui avait proclamé son indépendance en 1991. Les combats ont fait des milliers de morts et de nombreuses informations ont fait état de violations des droits de l'homme commises par les troupes russes. Elles auraient notamment, dans un cas, abattu 10 personnes qui tentaient de fuir les combats. En Turquie, des centaines de personnes ont été arrêtées parce qu'elles étaient soupçonnées de soutenir le séparatisme kurde. Nombre d'entre elles ont été retenues dans les locaux de la police et étaient considérées comme des prisonniers d'opinion. Des dizaines ont été condamnées à des peines d'emprisonnement. Cinquante-cinq personnes ont "disparu", soit deux fois plus qu'en 1993. Le recours à la torture et aux mauvais traitements, signalé dans 29 pays de la région, était très répandu en Turquie. Au moins 29 personnes seraient mortes des suites de sévices dans ce pays l